



# Le Réveil social



N.8 - NOVEMBRE 1985  
3ème année - Nouvelle série  
200 Lires  
Expédition abonnement  
groupe postal 3<sup>e</sup> (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du  
SAVT Syndicat Autonome  
Valdôtain des Travailleurs

## COMUNICATO DEL DIRETTIVO CONFEDERALE

Il Direttivo Confederale del S.A.V.T. riunitosi il 25.09.1985, ha esaminato e discusso i problemi inerenti il prossimo 9° Congresso Confederale.

Il Direttivo ha fissato per il 14 e 15 dicembre 1985 la data del 9° Congresso, che si terrà a Villeneuve presso l'Auditorium della scuola media consorziale.

Il Direttivo Confederale del SAVT nel fare un esame approfondito sul piano della trasformazione sociale che

è avvenuta nel mondo del lavoro in questi ultimi 4 anni per quanto concerne la situazione economica e sociale, la rappresentatività del Sindacato, il metodo di conduzione e gestione delle piattaforme regionali e generali, il rapporto con i lavoratori, ha espresso la necessità di porre come elementi centrali di dibattito nel prossimo 9° Congresso i seguenti argomenti:

— Ruolo e identità del SAVT nella realtà valdostana.

— Significato di autonomia: etnica, culturale, economica e sociale.

— Rapporto e rappresentatività del SAVT e del Sindacato in generale nei confronti di tutte le classi sociali, dei lavoratori (operai, impiegati e tecnici), disoccupati, cassaintegrati, pensionati, giovani, donne, handicappati.

— Ridiscussione del patto Federativo con CGIL - CISL - UIL e proposte del SAVT per contribuire alla costituzione di una nuova Federazione Valdostana nel rispetto di tutte le prerogative statutarie, in termini culturali, ideologici e di identità delle singole componenti sindacali.

— Definizione di una strategia del «sindacalismo nazionalitario» per l'affermazione delle libertà sindacali delle organizzazioni di lavoratori appartenenti a comunità etniche nazionali minoritarie in Italia ed in Europa.

— Analisi dell'unità sindacale, del suo stato attuale, del suo sviluppo e significato.

— Ruolo del Sindacato e dei Consigli dei Delegati.

— Analisi e proposte del SAVT per superare la crisi economica ed occupazionale della Valle d'Aosta.

— Esame della situazione economica in generale, della contrattazione, orario di lavoro, mercato del lavoro, professionalità, salario, riforme sociali e del fisco.

— Politica internazionale, solidarietà umana, disarmo e pace.

— Ruolo dell'Amministrazione Regionale della Valle d'Aosta, rapporto con le OO.SS., nuovi metodi di confronto e di concertazione per affrontare e risolvere i problemi della Regione (crisi industriale, tecnologie avanzate, energia, agricoltura, turismo, commercio, terziario, turismo, politica del credito).

Il Direttivo Confederale del S.A.V.T. nel ribadire che gli argomenti sopra citati sono estremamente importanti per rilevanza politica e sociale, dà indicazione alla Segreteria di elaborarli e di porli in discussione nei prossimi pregressi e congressi delle singole categorie, ciò allo scopo di giungere al Congresso Confederale con il maggior contributo di idee e di proposte per tracciare gli obiettivi e l'azione del SAVT per i prossimi quattro anni.

Aosta, 25.9.1985

## VILLENEUVE: 14-15 DECEMBRE 1985 CONGRES S.A.V.T. UN SYNDICAT VALDOTAIN QUI SE VEUT EUROPEEN

Le problème de la crise économique et l'identité du SAVT:  
arguments du 9ème Congrès Confédéral

On a dit que la crise de l'unité syndicale, bien qu'elle ait produit des profonds contrastes dans le domaine du travail, a permis, tout de même, à chaque organisation de se pencher sur sa propre identité afin de pouvoir la projeter entièrement dans un nouveau accord d'unité.

Le SAVT qui a longtemps subi des chantages et a été injustement accusé d'empêcher une réelle unité syndicale, se prépare à son 9ème Congrès Confédéral, qui se tiendra à Villeneuve les 14 et 15 décembre, dans le but de reconformer ses raisons d'être (qu'il n'avait, entre autres, jamais perdues de vue même dans le contexte unitaire) et de démontrer comment il a contribué à l'unité syndicale.

Des profonds changements (et, en général, un empirement de la situation occupationnelle et économique) se sont produits dans le tissu social valdôtain depuis que le SAVT a tenu son 8ème Congrès: c'était le décembre 81 et, tout en étant dans une situation de crise, on croyait bien que les années à venir auraient donné quelque résultat positif.

Faut pas se plaindre trop si, au contraire, la situation est celle qu'elle est. La crise est à nouveau mondiale et elle nous concerne d'une façon autant plus forte que nous ne savons l'aborder par des moyens efficaces. On n'est pas unitaires puisque l'unité a donné des bénéfices au SAVT, par exemple pour ce qui est de l'exercice des droits syndicaux; au contraire nous devrions contester l'effective volonté d'unité des autres organisations syndicales qui travaillent avec nous à niveau local mais qui nous dépassent carément quand il s'agit d'affirmer nos droits à d'autres niveaux. On est unitaires puisqu'il n'y a pas de possibilité de solutionner une partie, au moins, de la crise, sans un projet global du monde du travail. Les démissions, en effet, résultent comme une composante de la crise elle-même et elles se retournent sur les travailleurs en les affaiblissant.

Le 9ème Congrès du SAVT, donc, se penchera non seulement sur l'identité «nationale» des travailleurs valdôtains et sur la valeur que de mots comme «fédéralisme» assument pour les travailleurs; le Congrès partira de cette identité pour construire, avec les autres identités nationales minoritaires émergentes à travers leurs propres organisations syndicales, et avec les organisations syndicales axant leur action sur le plan de l'état, un nouveau syndicalisme.

Dépasser la crise ne peut pas se faire à travers des propositions centralistes mais par l'apport des périphéries de l'Europe; périphéries qui ayant subi, jusqu'à présent, les décisions et les crises déterminées par la politique économique des états, entrevoient, aujourd'hui, l'idée que seule la participation directe à l'Europe servira à dépasser les gaps technologiques, financiers, politiques, idéaux qui nous rendent dépendants des grandes puissances.

La paix, la faim, le droit des peuples à l'autodétermination, sont des problèmes

strictement liés à cet ordre économique mondial qui empêche tout épanouissement contraire à ses finalités de centraliser le monde. Que peut-on faire en VdA, 100.000 habitants, 50.000 travailleurs, milliers de personnes sans occupation, ou bien sous-occupés, ou, encore, «cassaintegrati». Nous pouvons participer à ce projet de représentativité des travailleurs qui veut qu'aucune idée, aucune identité, aucun projet ne soient dispersés.

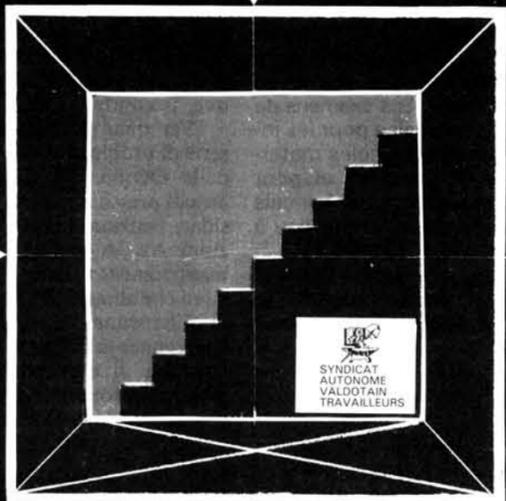
Si l'action du SAVT se caractérise, donc, principalement dans la Vallée d'Aoste (où nous avons encore des possibilités d'intervention économique grâce aux disponibilités financières de l'Administration Régionale), le SAVT par son 9ème Congrès affirmera aussi qu'il se veut européen. C'est un défi à la crise de l'unité syndicale; c'est un défi à la crise des idéaux; c'est un défi au sentiment d'inutilité que parfois nous voyons parcourir nos ambiances de travail.

Finalement le SAVT n'est pas depuis 52 pour rien...!

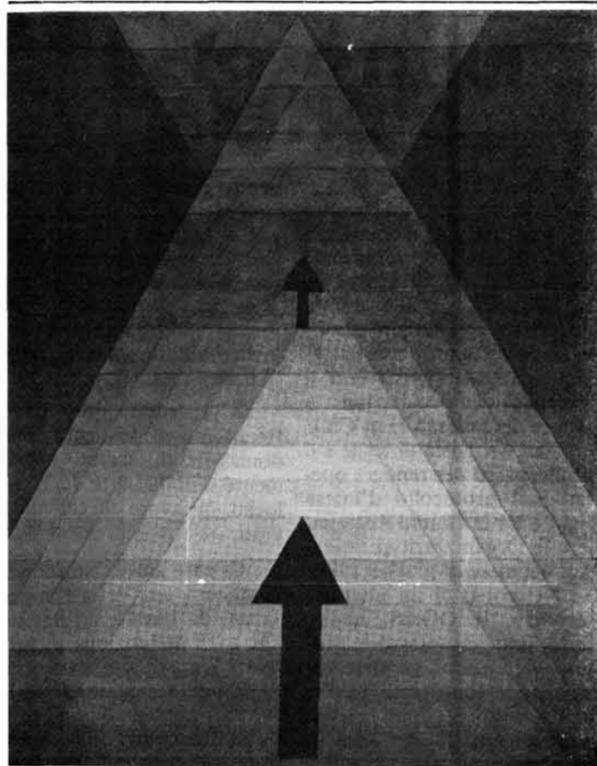
Claude MAGNABOSCO

### 9° CONGRES S.A.V.T.-METALLOS Montjovet 10 Novembre 1985

- 9h00 — Ouverture des travaux
- Désignation de la présidence
- Désignation de la Commission vérifiante des pouvoirs et de la Commission électorale
- Désignation de la Commission pour la résolution finale
- Rapport du Secrétaire S.A.V.T. Metallos: Ivo Guerraz
- Salut des délégations invitées
- Débat
- 12h30 — Suspension des travaux
- Dîner
- 14h30 — Reprise des travaux
- Débat
- Conclusions du secrétaire général du S.A.V.T.: Ezio Donzel
- Motion finale
- Election du directif et des délégués au Congrès confédéral S.A.V.T.



9° CONGRES S.A.V.T. METALLOS  
Montjovet 10 novembre 1985



## LA LEGGE FINANZIARIA E LA TRATTATIVA CON LE PARTI SOCIALI

di Ezio DONZEL

Si stanno decidendo le sorti del reddito dei lavoratori per l'anno 1986. Il Governo ha presentato la legge finanziaria che è una sorta di ripetizione di quella degli anni precedenti: aumento del disavanzo pubblico, taglio dell'assistenza e della previdenza, aumento dei ticket e delle tariffe, nessuna lotta all'evasione fiscale (anzi, col passare del tempo, si può dire che lo Stato la tollera), nessun piano per la ripresa e l'occupazione, nessuna tassa sulle rendite patrimoniali e finanziarie.

In poche parole si ripercorre il binario della SPESA PUBBLICA e dei GUADAGNI PRIVATI.

Con l'introduzione delle fasce di reddito, anzi si applicava una clamorosa ingiustizia, in quanto, essendo i redditi di lavoro dipendente i soli ad essere fedeli alla dichiarazione, si esclude pertanto dalle prestazioni proprio coloro che più hanno contribuito a finanziarlo.

Il Governo contrabbanda questa ulteriore stangata con la proposta Visentini di modifica dell'imposizione fiscale.

La proposta di modifica non va completamente rigettata, ma ritengo che sia ben lontana dalle esigenze dei lavoratori e dallo spirito della piattaforma unitaria.

Nel 1973 un reddito medio di un lavoratore era tassato dal 10 al 13%, oggi un reddito medio è tassato dal 22 al 27%.

Possiamo pertanto affermare che due erosioni hanno inciso sul salario: l'inflazione e il fiscal-drag.

In questo contesto va sostanzialmente modificato il meccanismo, sia nelle aliquote che nelle dichiarazioni.

Se giustizia ci deve essere, ebbene si cominci a di-

re che ogni cittadino deve finanziare lo Stato sociale e lo Stato non deve più avallare rendite finanziarie provenienti dall'evasione.

Con questi «taglietti» che si ripercuotono solo sulle fasce dei cittadini e lavoratori più deboli non si modifica la situazione disastrosa in cui versa lo Stato, il quale ha ormai raggiunto i 590.000 miliardi di debito pubblico che, continuando di questo passo, a fine 1988, arriverà ad un milione di miliardi di debito contro un PIL (Prodotto interno lordo) di 850.000 miliardi.

Vorrà dire che il debito dello Stato sarà superiore a quanto tutto lo Stato italiano produce in un anno.

Sul fronte della trattativa non ci sono novità, anzi vi è la sensazione che la piattaforma sindacale, di per sé modesta nelle richieste economiche e dichiaratamente votata al recupero occupazionale attraverso un accordo con il Governo e la riduzione dell'orario, viva un clima di incertezza che rischia di protrarre il confronto anche a seguito della crisi della terza parte: il Governo.

Una considerazione finale: la crisi di governo, secondo noi, avrebbe meritato cause più nobili, certo la vicenda dell'Achille Lauro può aver creato qualche disappunto e incomprensione, ma proviamo a chiederci perchè non si verifica mai una crisi di governo sul problema dell'evasione fiscale, del rilancio produttivo ed occupazionale, delle linee di sviluppo economico; eppure, analizzate le cifre drammatiche della finanza italiana ed evidenziata la necessità di un suo riequilibrio, ci sarebbero tutte le prerogative per un vasto dibattito e, perchè no, anche per una crisi di governo sicuramente più utile.

## PROTOCOLLO D'INTESA

Lunedì 21 ottobre 1985 si sono incontrati l'Assessore all'Industria e al Commercio e la Federazione Sindacale CGIL-CISL-SAVT-UIL.

In questa occasione è stata presentata alle Organizzazioni sindacali la proposta di legge, riguardante interventi a sostegno dell'occupazione a favore dei lavoratori in CIG.

Tale proposta di legge è il primo passo per rendere operativo il protocollo d'intesa siglato tra la Giunta Regionale e le Organizzazioni Sindacali nel mese di giugno 1985.

Nel corso di un ulteriore incontro, le OO.SS. hanno formulato ed espresso le proprie valutazioni ed osservazioni, che sono state accolte dall'Assessore, quindi la legge verrà presentata al Consiglio Regionale.

La proposta di legge, rece-

pendo il protocollo di intesa, prevede «premi differenziati, per due anni, a favore delle aziende che assumeranno a tempo indeterminato giovani o persone disoccupate. Sono previsti inoltre incentivi per il lavoro autonomo e la cooperazione.

Si prevedono pure azioni finalizzate al sostegno della domanda di servizi socialmente utili da parte degli enti locali, in favore dei cassaintegrati.

Ci pare giusto, sottolineare ancora una volta l'importanza di questo strumento, che avrà la funzione di attenuare i gravi problemi occupazionali soprattutto per i soggetti più deboli, cioè coloro che hanno più difficoltà ad inserirsi nel mondo del lavoro.

## ACCORDO ENEL/DELTA-SIDER SULLE CENTRALI «COGNE»

Nel luglio di quest'anno è stato siglato tra le Direzioni dell'ENEL e della DELTASIDER un protocollo d'intesa concernente il passaggio della Centrale ex Cogne di Chavonne, Aymavilles e Champagne I all'Enel.

L'accordo prevede la concessione delle acque che alimentano dette centrali, (a partire dall'1.1.86), così ripartiti: per i primi 6 anni la Deltasider potrà usufruire di quantitativi di energia e di potenza, come previsto dalla legge 529 dell'82.

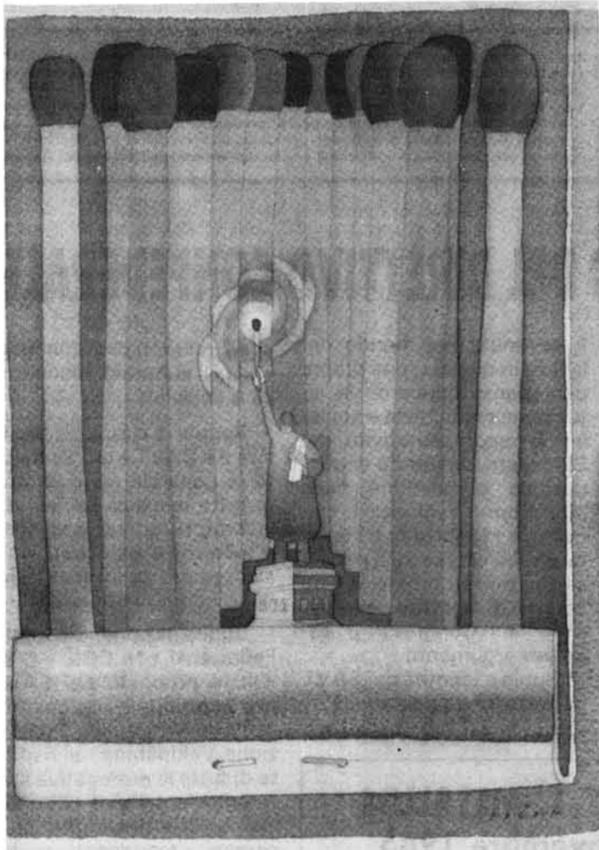
Inoltre è stato sancito, su richiesta della Regione Valle d'Aosta, che l'energia prodotta dalle centrali in oggetto venga utilizzata dalla Deltasider nel territorio della Regione; così da contribuire ad arginare i presupposti della crescente perdita di posti di lavoro.

La durata della fornitura a costoagevolato è prevista in 15 anni (a partire dall'1.1.86), così ripartiti: per i primi 6 anni la Deltasider potrà usufruire di quantitativi di energia e di potenza uguali a quelli fino ad ora prodotti dagli impianti passati all'Enel, corrispondendo all'Enel stessa, un costo di gestione 1985 di L. 18 al Kw; tale costo verrà poi aggiornato di anno in anno secondo la clausola di variazione prezzi contenuti nell'accordo Enel-UNAPACE; per gli altri 9 anni verranno invece assorbiti quantitativi decrescenti di energia e potenza.

A partire dall'inizio dell'anno prossimo, quindi, l'Enel entrerà in possesso, a titolo gratuito, delle opere di presa delle condotte forzate e delle opere di scarica degli impianti in questione; per le altre opere (immobili, macchinari, impianti), l'Enel corrisponderà alla Deltasider 16 miliardi di lire, maggiorati del 15% (secondo quanto previsto dalla legge 529 dell'82).

Le OO.SS. CGIL-CISL-SAVT-UIL della Valle d'Aosta, si sono incontrate il 24 settembre con il Presidente della Giunta Regionale per esaminare le varie tematiche concernenti il passaggio delle centrali dell'Enel: nel corso della riunione è stato ribadito, da parte dei sindacati, l'importanza per l'industria valdostana e per la Deltasider di poter usufruire di energia elettrica a costi di autoproduzione.

Secondo quanto previsto dal protocollo d'intesa tra Amm.ne Regionale ed OO.SS., c'è concordanza sulla necessità di costituire un consorzio tra Regione-Deltasider ed Enel al fine di garantire la produzione e l'utilizzo dell'energia idroelettrica a costi competitivi. In tal senso le OO.SS. hanno richiesto alle forze politiche del Consiglio Regionale che la concessione all'Enel delle acque riferite alle centrali Deltasider, sia accompagnata, contestualmente, da un impegno formale da parte del Consiglio Regionale, che subordini ogni autorizzazione relativa alle ristrutturazioni delle cen-



trali a nuove installazioni da parte dell'Enel, all'accettazione alla costituzione del «consorzio» stesso ed alla soluzione del problema del vettoriamento.

Le OO.SS. hanno chiesto, inoltre, che il Consiglio Regionale si impegni ad avviare con il governo nazionale e l'Enel una trattativa per l'integrale applicazione di quanto stabilito dalle norme statutarie in materia di subconcessio-

ne delle acque e della definizione delle possibilità di utilizzo di quote parte di energia da parte dei consorzi e della possibilità di vettoriamento delle quote stesse.

Il 23 ottobre '85 le OO.SS. di categoria e l'Enel si sono incontrati per valutare i problemi connessi al trasferimento all'Enel del personale addetto agli impianti in questione. La delegazione Enel ha ribadito quanto previsto

dall'intesa Enel-Deltasider e cioè che: 1) il personale degli impianti in questione sarà trasferito dall'86 all'Enel conservando, anche individualmente, il trattamento giuridico ed economico in godimento; 2) la Deltasider metterà a disposizione dell'Enel l'ammontare complessivo degli importi accantonati per le posizioni lavorative riferite alle rispettive indennità di trattamento di fine rapporto. La Deltasider si assumerà il carico dei futuri riconoscimenti economici anche nel caso in cui essi avessero valore retroattivo precedente allo stesso 1.1.86. La sede della subarea a cui faranno capo gli impianti Deltasider è stata posta, in via transitoria, presso la stazione di Villeneuve e (sempre con carattere di provvisorietà) la sede stessa si insedierà presso l'officina di Chavonne. Nella subarea confluiranno, oltre ai dipendenti delle centrali, gli addetti alla manutenzione elettronica attualmente occupati presso l'officina di Chavonne. Per quanto riguarda gli addetti alle squadre di manutenzione civile, essi saranno inseriti (sempre alla data di trasferimento degli impianti) nelle analoghe squadre dell'Enel presso la stazione di Villeneuve. Nell'incontro è stato, inoltre, precisato, da parte dell'Enel, che le linee componenti le dorsali passeranno al SPT, mentre le linee a media tensione e le linee a 50Kw passeranno a tale ripartizione, gli addetti alle linee verranno trasferiti in parte al Distretto ed in parte presso i tirofilo di Saint-Marcel.

A partire dal 1° gennaio 86 le qualifiche verranno adeguate a quelle in vigore presso l'Enel, le eventuali vertenze sull'inquadramento saranno discusse dopo il trasferimento attraverso appositi incontri con le OO.SS..

Le ferie maturate nell'85 alla Deltasider e non ancora usufruite alla data del passaggio, potranno essere godute entro il 31 aprile, secondo un piano che garantisca, comunque, la continuità dei servizi.

Per quanto riguarda una serie di problemi posti sempre dalle OO.SS. (alloggiamenti attuali presso immobili Deltasider, fruizioni delle agevolazioni ARCA e CRE-ENEL, mantenimento delle derivazioni che alimentano i laghetti di Chavonne, la mensa di Chavonne) la delegazione si è riservata di esprimersi dopo aver approfondito i problemi con la direzione Deltasider.

Atilio FASSIN

## SUPPLENZE ANNUALI E TEMPORANEE

Gli aspiranti al conferimento di nomine di supplenze, nelle scuole materne, elementari e nelle scuole di istruzione secondaria, per il biennio 1986/88 devono presentare domanda al Sovrintendente agli Studi della Valle d'Aosta entro il 2 dicembre 1985.

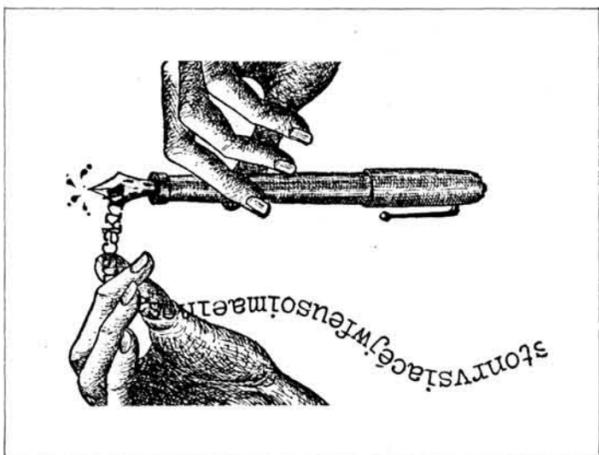
Per l'acquisto e la compilazione dei moduli domanda, per la consultazione delle ordinanze e per ogni eventuale informazione, gli insegnanti interessati possono rivolgersi agli Uffici del Sindacato, Piazza Manzetti

2 AOSTA, tutti i giorni tranne il sabato dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 15 alle ore 18.

### CERTIFICAT D'APTITUDE

Pour l'enseignement du français dans les écoles du Val d'Aoste. Les examens de langue française pour les instituteurs des écoles maternelles et primaires et pour les professeurs de français du secondaire auront lieu à Aoste le 21.11.1985.

Les demandes devront être présentées le 15.11.1985 dernier délai.



## le Réveil social

Le Réveil Social  
SAVT, 2 Place Manzetti  
11100 Aosta (Tel. 0165-44336)  
Dir. Resp. DINO VIERIN  
V. Dir. LUCIANO CAVERI  
Stampa Arti Grafiche E.DUC  
73, Av. Bataillon Aoste  
11100 Aoste (Tel. 0165-41147)  
Autorizzazione Trib. Aosta  
n. 15 del 9.12.1982

# NUOVE TASSAZIONI IRPEF PER LE LIQUIDAZIONI

Centinaia di migliaia di ricorsi alle Commissioni Tributarie contro la tassazione IRPEF sulle liquidazioni aveva portato la questione davanti alla Corte Costituzionale la quale aveva fatto chiaramente intendere di ritenere non equo l'attuale regime di tassazione delle liquidazioni e aveva preannunciato l'imminente dichiarazione di incostituzionalità della legge vigente.

Per cui dopo oltre un anno di lunghe e non facili discussioni il Parlamento ha approvato la legge nr. 482, del 26 settembre 1985 che riguarda la modifica del trattamento tributario delle indennità di fine rapporto lavoro, passata sotto il nome di nuova legge delle trattenute fiscali sulle liquidazioni. La sua decorrenza è immediata.

Vediamo in breve quali sono le novità del nuovo meccanismo. La nuova Legge ha introdotto una serie di modifiche nel regime di tassazione delle liquidazioni per tutti i lavoratori dipendenti, pubblici e privati.

Vengono eliminati gli abbattimenti degli importi (a seconda dell'importo della liquidazione); la franchigia viene elevata da 100 mila a 500 mila per ciascun anno di servizio e l'aliquota fiscale da applicare è determinata con riferimento esclusivo all'importo della liquidazione e non più alla retribuzione percepita nel biennio precedente.

In pratica la tassazione viene stabilita nel seguente modo:

- a) per ciascun anno di lavoro si opera un abbattimento di Lire 500 mila dell'importo della liquidazione percepita; se l'abbattimento è superiore all'importo della liquidazione non si deve pagare nessuna imposta IRPEF.
- b) si calcola prima il reddito medio annuo della liquidazione: si divide l'importo della liquidazione per il numero di anni di servizio e si moltiplica il risultato per 12 (numero fisso);
- c) sulla base del reddito medio annuo come sopra determinato si calcola l'aliquota fiscale da applicare;
- d) l'aliquota fiscale determinata al punto c) viene applicata all'importo della liquidazione al netto dell'abbattimento.

Il nuovo meccanismo di tassazione porta a differenti risultati di convivenza da caso a caso; in genere può dirsi che appare più favorevole del regime fin qui in vigore anche se in limiti certamente inferiori alla misura del 20-25 per cento affermato nelle sedi ufficiali. In particolare sono favoriti i lavoratori con contribuzione medio-basse e con una lunga anzianità di servizio.

La nuova legge prevede, per chi ha percepito un trattamento di fine rapporto lavoro dal 1.1.1980, la possibilità di richiedere il rimborso di imposta, se convivente rispetto

al vecchio sistema.

Il rimborso non sarà automatico ma per ottenerlo si dovrà seguire una procedura specifica. Ora, entro 60 giorni dalla pubblicazione della Legge il Ministero delle Finanze dovrà predisporre un facsimile del modulo e nei 90 giorni successivi si dovrà presentare domanda all'Intendente di Finanza.

Presso il S.A.V.T., come per il precedente ricorso proposto per sollecitare nel modo più massiccio possibile il problema, funzionerà uno specifico servizio per assicurare la più ampia consulenza agli iscritti e predisporre l'opportuna domanda per il rimborso dell'IRPEF nei casi convenienti.

Lino GRIGOLETTO

Riportiamo alcuni esempi di tassazione IRPEF su liquidazioni percepite realmente da lavoratori di diversi settori:

A) **Lavoratore Delta sider, cessato rapporto di lavoro anno 1983 - operaio -**

METODO PRECEDENTE:

- anzianità di servizio 36 anni e 7 mesi
- Importo della liquidazione -TFR - LORDOL. 18.184.000
- Imposta IRPEF pagataL. 1.679.000
- Importo liquidazione NETTOL. 16.505.000

METODO ATTUALE:

- Importo della liquidazione -TFR - LORDOL. 18.184.000
- Imposta IRPEF da pagare (non paga nulla perchè l'abbattimento è superiore all'importo del TFR vedi punto A)L. \_\_\_\_\_
- Importo liquidazione (beneficio L. 1.679.000) NETTOL. 18.184.000

B) **Lavoratore Comunale, cessato rapporto di lavoro anno 1983 (Vice Dirigente)**

METODO PRECEDENTE:

- Anzianità di servizio utile -29 anni
- Importo indennità premio fine servizio - LORDOL. 17.330.200
- Imposta IRPEF pagataL. 1.823.150
- Importo indennità premio F.S. NETTOL. 15.507.050

METODO ATTUALE:

- Importo indennità premio fine servizio - LORDOL. 17.330.200
- Imposta IRPEF da pagareL. 509.435
- Importo indennità premio F.S. (beneficio L. 1.313.715) NETTO L. 16.820.765

Altro esempio, che dimostra invece come il nuovo sistema può essere peggiore di quello precedente.

Caso reale di lavoratore regionale, cessato rapporto 1984, anni di servizio 8.

Sistema precedente:

- Liquidazione lordaL. 11.632.520
- IRPEF PagataL. 1.415.170
- Liquidazione nettaL. 10.217.350

SISTEMA NUOVO

- Liquidazione lordaL. 11.632.520
- IRPEF da pagareL. 1.627.711
- Liquidazione nettaL. 10.004.809

MAGGIORE IRPEF DI L. 212.541

## Una notizia piccola ...ma buona

La Cooperativa Forza e Luce di Gignod trasferisce i propri uffici da via Guido Rey 63 alla nuova sede di via Monte Emilius 9, sempre ad Aosta. Dopo momenti di crisi la Cooperativa ha ripreso dunque forza: l'acquisto della nuova sede si è reso necessario - precisano il Presidente P.I. Florio e il geom. Boch Felice, per rendere le proprie strutture adeguate al-

le nuove tecnologie di gestione di cui la Cooperativa si è dotata.

Nella nuova sede sarà collocato, infatti, un computer per la gestione delle utenze, per le fatturazioni, gli allacciamenti e la gestione soci.

Tra le iniziative future il geom. Boch segnala la costruzione di un nuovo impianto.

(A.F.)

# TABELLA DELLE RENDITE INAIL IN VIGORE DAL 1/7/85 AL 30/6/86

La presente è valida solo per i titolari di rendita INAIL la cui retribuzione presa a base per il calcolo della stessa raggiunga o superi il nuovo minimale di L. 9.553.000

GRADO INAB.	ALIQ.	MASSIMALE INDUSTRIA 17.741.000			MINIMALE INDUSTRIA 9.553.000		
		ANNUO	MENSILE	Q.I.	ANNUO	MENSILE	Q.I.
11%	55	975.755	81.310	4.070	525.415	43.780	2.190
12%	60	1.064.460	88.710	4.740	573.180	47.770	2.390
13%	66	1.170.906	97.580	4.880	630.498	52.540	2.630
14%	71	1.279.611	104.970	5.250	678.263	56.520	2.830
15%	76	1.348.316	112.360	5.620	726.028	60.500	3.030
16%	82	1.454.762	121.230	6.060	782.646	65.280	3.260
17%	87	1.543.567	128.620	6.430	831.111	69.260	3.460
18%	93	1.649.913	137.490	6.870	888.429	74.040	3.700
19%	98	1.738.618	144.880	7.240	936.194	78.020	3.900
20%	104	1.845.065	153.560	7.690	993.512	82.790	4.140
21%	109	1.933.769	161.150	8.060	1.041.647	86.770	4.0340
22%	115	2.040.215	170.020	8.500	1.098.595	91.550	4.580
23%	121	2.146.661	178.890	8.940	1.155.913	96.330	4.820
24%	126	2.235.366	186.280	9.310	1.203.678	100.310	5.020
25%	132	2.341.212	195.150	9.760	1.260.996	105.080	5.250
26%	138	2.448.258	204.020	10.200	1.318.314	109.860	5.490
27%	144	2.554.704	212.890	10.640	1.365.632	114.640	5.730
28%	150	2.661.150	221.760	11.090	1.432.950	119.410	5.970
29%	155	2.749.855	229.150	11.460	1.480.715	123.390	6.170
30%	162	2.874.082	239.500	11.980	1.547.586	128.970	6.450
31%	169	2.998.229	249.850	12.490	1.614.457	134.540	6.730
32%	176	3.122.416	260.200	13.010	1.681.328	140.110	7.010
33%	183	3.246.603	270.550	13.530	1.748.199	145.680	7.280
34%	190	3.370.790	280.900	14.050	1.818.070	151.260	7.560
35%	198	3.512.718	292.730	14.640	1.891.494	157.620	7.880
36%	205	3.636.905	303.080	15.150	1.968.365	163.200	8.160
37%	213	3.778.833	314.900	15.750	2.034.789	169.560	8.480
38%	220	3.903.020	325.250	16.260	2.101.660	175.140	8.760
39%	230	4.080.430	340.040	17.000	2.197.190	183.100	9.160
40%	240	4.257.840	354.820	17.740	2.292.720	191.060	9.550
41%	250	4.435.250	369.600	18.480	2.388.250	199.020	9.950
42%	260	4.612.660	384.390	19.220	2.483.780	206.980	10.350
43%	271	4.207.411	400.650	20.030	2.588.863	215.740	10.790
44%	282	5.002.962	416.910	20.850	2.693.946	224.500	11.230
45%	292	5.180.372	431.700	21.590	2.789.476	232.460	11.620
46%	304	5.393.264	449.440	22.470	2.904.112	242.000	12.100
47%	315	5.588.415	465.700	23.290	3.009.195	250.770	12.540
48%	326	5.783.566	481.960	24.100	3.114.278	259.520	12.980
49%	338	5.996.458	499.700	24.990	3.228.914	269.080	13.450
50%	350	6.209.350	517.450	25.870	3.343.550	278.630	13.930
51%	367	6.510.947	542.580	27.130	3.505.951	292.160	14.610
52%	385	6.830.285	569.190	28.460	3.677.905	306.490	15.320
53%	403	7.149.623	595.800	29.790	3.849.859	320.820	16.040
54%	421	7.468.961	622.410	31.120	4.021.813	335.150	16.760
55%	440	7.806.040	650.500	32.530	4.203.320	350.280	17.510
56%	459	8.143.119	678.590	33.930	4.384.827	365.400	18.270
57%	479	8.497.939	708.160	35.410	4.575.887	381.320	19.070
58%	499	8.852.759	737.730	36.890	4.766.947	397.250	19.860
59%	519	9.207.579	767.300	38.370	4.958.007	413.170	20.660
60%	540	9.580.140	798.350	39.920	5.128.620	429.890	21.490
61%	561	9.952.701	829.390	41.470	5.359.233	446.600	22.330
62%	583	10.343.003	861.920	43.100	5.569.399	464.120	23.210
63%	605	10.733.305	894.440	44.720	5.779.565	481.630	24.080
64%	627	11.123.607	926.970	46.350	5.989.731	499.140	24.960
65%	650	11.531.650	960.970	48.050	6.209.450	517.450	25.870
66%	660	11.709.060	975.760	48.790	6.304.980	525.420	26.270
67%	670	11.886.470	990.540	49.530	6.400.510	533.380	26.670
68%	680	12.063.880	1.005.320	50.270	6.496.040	541.340	27.070
69%	690	12.241.290	1.020.110	51.010	6.591.570	549.300	27.470
70%	700	12.418.700	1.034.890	51.740	6.687.100	557.260	27.860
71%	710	12.596.110	1.049.680	52.480	6.782.630	565.220	28.260
72%	720	12.773.520	1.064.460	53.220	6.878.160	573.180	28.660
73%	730	12.950.930	1.079.240	53.960	6.973.690	581.140	29.060
74%	740	13.128.340	1.094.030	54.700	7.069.220	589.100	29.460
75%	750	13.305.750	1.108.810	55.440	7.164.750	597.060	29.850
76%	760	13.483.160	1.123.590	56.180	7.260.280	605.020	30.250
77%	770	13.660.570	1.138.380	56.920	7.355.810	612.980	30.650
78%	780	13.837.980	1.153.170	57.660	7.451.340	620.940	31.050
79%	790	14.015.390	1.167.950	58.400	7.546.870	628.900	31.450
80%	800	14.192.800	1.182.730	59.140	7.642.400	636.860	31.840
81%	810	14.370.210	1.197.520	59.880	7.737.930	644.820	32.240
82%	820	14.547.620	1.212.300	60.620	7.833.460	652.780	32.640
83%	830	14.725.030	1.227.090	61.350	7.928.990	660.740	33.040
84%	840	14.902.440	1.241.870	62.090	8.024.520	668.700	33.440
85%	850	15.079.850	1.256.650	62.830	8.120.050	676.660	33.830
86%	860	15.257.260	1.271.440	63.570	8.215.580	684.620	34.230
87%	870	15.434.670	1.286.220	64.310	8.311.110	692.580	34.630
88%	880	15.612.080	1.301.010	65.050	8.406.640	700.540	35.030
89%	890	15.789.490	1.315.790	65.790	8.502.170	708.500	35.430
90%	900	15.966.900	1.330.580	66.530	8.597.700	716.460	35.820
91%	910	16.144.310	1.345.360	67.270	8.693.230	724.420	36.220
92%	920	16.321.720	1.360.140	68.010	8.788.760	732.380	36.620
93%	930	16.499.130	1.374.930	68.750	8.884.290	740.340	37.020
94%	940	16.676.540	1.389.710	69.490	8.979.820	748.300	37.420
95%	950	16.853.950	1.404.500	70.230	9.075.350	756.260	37.810
96%	960	17.031.360	1.419.280	70.960	9.170.880	764.220	38.210
97%	970	17.208.770	1.434.060	71.700	9.266.410	772.180	38.610
98%	980	17.386.180	1.448.850	72.440	9.361.940	780.140	39.010
99%	990	17.563.590	1.463.630	73.180	9.457.470	788.100	39.410
100%	1000	17.741.000	1.478.420	73.920	9.553.000	796.060	39.800

ESEMPIO: Rendita 50%: massimale 17.741.000 x coefficiente 350 = 517.445

mesi 12 x 1000

A questi se ci sono famigliari a carico si aggiungeranno il 5% (L. 25.872) per ogni persona a carico.

## IN ARRIVO LA RIFORMA DELL'EQUO CANONE?

In arrivo la riforma dell'equo canone?

Il problema dell'affitto degli immobili urbani interessa gran parte dei lavoratori ed è sempre all'ordine del giorno dei problemi familiari. Dopo le discussioni sorte negli ultimi anni (vedi ad esempio il «congelamento» dell'aumento ISTAT per l'anno 84) sembra arrivata l'ora di una riforma generale dell'equo canone. Oramai il disegno di legge è all'esame del Senato ed entro breve dovrebbe essere definito in legge.

Lo spazio del «réveil» non ci permette di entrare in tutti i particolari nuovi proposti dal disegno di legge: vediamo in sintesi i punti più «scottanti» e interessanti.

### ART. 2: Modifica del coefficiente della vetustà (vecchiaia) degli immobili,

Il progetto prevede un abbattimento dello 0,5% l'anno dall'8° al 38° anno successivo alla costruzione (ora la legge nr. 392 del 78 prevede l'abbattimento dell'affitto dell'1% per ogni anno di costruzione dell'immobile del 6° al 20° anno e un successivo abbattimento dello 0,5% per ogni anno dal 21° al 50°. Per esempio, per un fabbricato costruito nel 1952, l'equo canone nuovo al 1985 dovrà essere ridotto del 12,5% e non più del 21% come sarebbe con la legge attuale.

### ART. 3: Canone di affitto delle case nuove (costruite dopo il 31.12.1982)

Con la modifica proposta

il costo base di costruzione sarà definito automaticamente sulla base dell'indice dell'ISTAT, senza bisogno di nessun decreto annuale che stabilisca il costo-base.

Ciò comporterà, per tali immobili, un aumento nei nuovi affitti, anche se limitati.

### ART. 4: Nuovo calcolo dell'equo canone per gli immobili ristrutturati

Il disegno di legge prevede un notevole aumento del canone per gli immobili restaurati integralmente (con manutenzione straordinaria).

Infatti si prevede che tali immobili si considereranno ultimati nell'anno in cui sono stati fatti i lavori. Quindi un fabbricato costruito nel 1940, ristrutturato nel 1984 avrà un equo canone calcolato come se si trattasse di un immobile di nuova costruzione.

### ART. 5: Calcolo dell'equo canone in caso di manutenzione degli immobili

In tali casi la legge attuale prevede che il canone sia aumentato sulla base del 5% dell'importo dei lavori effettuati. La nuova proposta prevede invece che l'equo canone possa essere aumentato del 20% con accordo tra proprietario e inquilino.

### ART. 7: Non applicazione dell'equo canone in determinati Comuni

Il progetto prevede l'esclusione dell'equo canone

nei Comuni con popolazione inferiore a 10.000 abitanti, ove gli affitti saranno liberi.

Comunque nei Comuni con meno di 10.000 abitanti con incremento dei residenti superiori alla media nazionale e quelli considerati ad alta tensione abitativa saranno soggetti all'equo canone.

### PATTI IN DEROGA ALL'EQUO CANONE

È un concetto nuovo che rischia di modificare profondamente, con accordi fra proprietari e inquilini, il sistema dell'equo canone. Tali «patti» prevedono la possibilità di aumenti fino al 30% dell'equo canone attuale; in cambio l'inquilino potrà avere almeno: a) durata contrattuale minima di 8 anni anziché 4; b) possibilità di fare direttamente lavori di manutenzione, con una riduzione del canone almeno del 10%, oppure una durata del contratto non inferiore a 6 anni.

Altri punti di interesse generale sono: a) revisione della disciplina per quanto riguarda i sussidi agli inquilini meno abbienti da parte dello Stato e dei Comuni;

b) maggiori obblighi per gli Enti previdenziali ed assicurativi di investire in caso di abitazione (e non negozi e uffici) e da affittare agli sfrattati.

La materia, come si vede, è di estrema importanza per tutti; non appena vi saranno novità in merito alla nuova proposta di legge sull'equo canone vi informeremo.

LINO

## PROTOCOLLO EDILIZIA

Mercoledì 30.10.85, si è svolto l'incontro, da più tempo richiesto, tra le OO.SS. la F.L.C. e l'Assessore Regionale ai Lavori Pubblici, per esaminare la forza del protocollo d'intesa del settore edile definito dalla Giunta Regionale.

Le OO.SS. hanno rileva-

to alcune osservazioni. Le quali sono state prese in considerazione dall'Assessore Fosson, che si è ulteriormente riservato di sottoporle all'esame della Giunta, per giungere alla firma del protocollo stesso.

L'Assessore si era altresì impegnato a convocare le

parti, per la ratifica del protocollo, già nei primi giorni di novembre. Tale convocazione non è ancora pervenuta e pertanto, il SAVT unitamente alle altre OO.SS. solleciterà la chiusura del confronto.

Su tale argomento ritorneranno in termini più approfonditi nei prossimi numeri del Reveil.

## PIATTAFORMA NAZIONALE PRIMO STOP ALLE TRATTATIVE

Mercoledì 5-11-85 la trattativa con le controparti pubbliche sulla piattaforma unitaria e privata si sono interrotte. Le motivazioni principali della rottura sono da ricercare nell'intransigente comportamento padronale nei riguardi della riduzione dell'orario di lavoro e sui nuovi meccanismi della riforma della scala mobile.

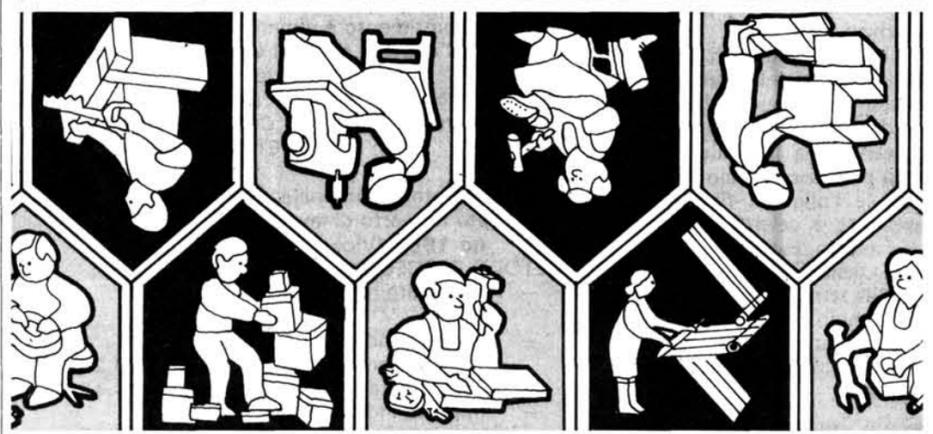
Vista l'impossibilità, al momento attuale, del prosieguo delle trattative, il Sinda-

cato ha dichiarato lo stato di agitazione proclamando 4 ore di sciopero, da articolarsi a livello regionale, per far assumere un diverso atteggiamento al padronato nei confronti della piattaforma sindacale. La federazione sindacale ha inoltre richiesto un incontro urgente con la Presidenza del Consiglio dei Ministri, per illustrare la posizione del Sindacato nell'andamento delle trattative.

Tutti i lavoratori dovranno

tenersi pronti a lottare compatti contro gli atteggiamenti arroganti del patronato. Quest'ultimo deve sapere già find'ora che nessun accordo sindacale potrà essere fatto, senza che questo contenga una riduzione dell'orario di lavoro, che sia certa nella quantità e nei tempi di attuazione.

Questa è una condizione irrinunciabile, per frenare la crisi occupazionale che attanaglia il paese.

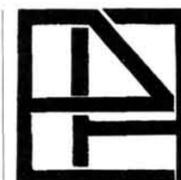


## Concorsi

— COMUNE DI AOSTA —  
1 POSTO DI CAPO SEZIONE  
Titolo di studio richiesto: diploma di laurea in architettura o ingegneria.

Termine ultimo per presentare la domanda: 27 novembre 1985, ore 16,30.

Per informazioni rivolgersi al S.A.V.T..



## CENTRO EDUCAZIONE ADULTI

FED. UN. CGIL CISL SAVT UIL  
CORSO BATTAGLIONE, 111  
11100 AOSTA - TEL. 0165 34973

## CORSI MONOGRAFICI 1985/86

PRIMA PROPOSTA  
PRESERALI E SERALI  
APERTI A TUTTI GLI ADULTI

- Diritto
- Elaboratore
- Ordinamento Giuridico Valle d'Aosta
- Etologia
- Letteratura
- Musica
- Storia di Aosta

Informazioni, programmi e iscrizioni presso:  
CENTRO EDUCAZIONE ADULTI  
Corso Battaglione, 111 - Aosta - Tel. 34973

